



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article281>

Vers un coup d'État fédéraliste

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Communiqués -



Date de mise en ligne : mercredi 12 mai 2010

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

« C'est une victoire de l'Europe », s'exclame Alain Minc après le « plan de sauvetage de l'euro » adopté par l'union européenne le 10 mai ; de leur côté, les habitués thuriféraires, Attali, Moscovici, etc, en appellent à plus d'Europe (« gouvernement économique », augmentation du budget européen). Le discours officiel se poursuit ainsi, ignorant tout, à commencer par les contestations. D'ailleurs, pour eux, la contestation est nuisible puisqu'elle fait peur aux marchés.

Ainsi, ceux-là même qui, à chaque étape de la construction européenne, ont poussé à la catastrophe actuelle, demandent aujourd'hui les pleins pouvoirs pour continuer. Aucune autocritique alors même qu'on serait en droit de s'inquiéter qu'une construction présentée comme si forte soit fragilisée par les difficultés d'un pays, la Grèce, qui ne représente économiquement pas grand-chose. Mais telle est la conséquence naturelle de la dérégulation mise en oeuvre par les dirigeants durant les dernières décennies et soutenue par ceux qui demandent le pouvoir pour l'étape suivante. On remarque aussi que, à chaque fois, les peuples sont là pour payer les additions mais on n'envisage pas de leur donner un contrôle quelconque sur les plans adoptés ou les projets envisagés de « gouvernement économique ». Et s'ils renâclent comme lors du 29 mai 2005, on passe outre. Jusqu'à quand osera-t-on encore invoquer la démocratie ? La classe dirigeante continue de se parler à elle-même, de se faire peur, de se congratuler sans se préoccuper de sa représentativité.

On crée un drame, on suscite la peur, on se présente comme le sauveur. Ainsi en est-il des dirigeants européens. Voilà des années qu'ils mettent à bas la démocratie, la souveraineté populaire, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au nom d'un libéralisme qui n'est que le cache sexe d'intérêts financiers de plus en plus minoritaires. Nous sommes à un tournant historique. Jusqu'alors, nos sociétés étaient censées être régies par les principes démocratiques, les citoyens exerçant leurs droits de regard sur l'utilisation de ressources publiques et la volonté des peuples constituant le fondement des pouvoirs publics.

La construction européenne est l'instrument de la destruction de cette démocratie. Au nom d'un fédéralisme sans citoyens et de contraintes économiques qu'ils ont eux-mêmes créées, les dirigeants européens veulent une nouvelle étape dans la disparition des peuples et des nations dans un magma incontrôlable soumis aux seuls pouvoirs financiers.

En toutes hypothèses, une telle évolution ne saurait être acceptée sans l'aval des peuples concernés.